

POUVOIR OUVRIER

S O M M A I R E

APRÈS LA GREVE.

La reprise à Lens.

GREVES AUX CHANTIERS NAVALS.

Les travailleurs contre l'automatisation.

Autour de la grève des mineurs.

LA LUTTE CONTRE LA BOMBE ATOMIQUE EN ANGLETERRE.

N^o 50 AVRIL 1963.

0,30 F

APRÈS la GRÈVE des MINEURS

Par son caractère massif, sa résolution, sa longue durée, la grève des mineurs a prouvé une fois de plus que la classe ouvrière n'est pas cet agrégat passif, "déprolétarisé" par le ciné et les congés payés, abruti par la télé, que certains se plaisent à décrire, mais la force sociale la plus puissante du monde moderne.

Aucune grève n'avait provoqué jusqu'ici une solidarité ouvrière aussi large et spontanée. Mais aussi aucune grève n'avait eu depuis longtemps pour les travailleurs une signification aussi profonde : ce mouvement est devenu pour tous le symbole de leur protestation contre leur sort de "robots" dans la production et dans la vie quotidienne, contre le régime gaulliste et son mépris du travailleur.

C'est pour ces mêmes raisons également que tant de gens se sont penchés, compatissants, sur le pauvre mineur, se sont évertués à réduire la grève à une simple revendication de catégorie, au "cas" exceptionnel d'une corporation malheureusement oubliée au milieu du bien-être général. On a soudain découvert la silicose, le grisou et les éboulements; évêques, maires, députés et journalistes ont respectueusement prié le Gouvernement de faire quelque chose pour des gens si courageux.

Quant aux centrales syndicales - contraintes de donner le feu vert au mécontentement du secteur public - elles ont également tenu compte de la réaction ouvrière vis-à-vis des mineurs : elles ont réussi le tour de force de mener les grèves d'après le principe du "chacun pour soi" alors qu'il aurait fallu dire : "tous ensemble". Les centrales syndicales, en effet, veulent bien défendre les salariés, mais dans des limites bien précises : en aucun cas mettre en danger le système. Prêts à servir d'intermédiaire entre les travailleurs et les patrons, les chefs des grandes confédérations ne peuvent ni ne veulent mettre en avant d'autres revendications que celles compatibles avec l'expansion de l'économie capitaliste, ni organiser des mouvements qui, par leur ampleur, pourraient aboutir à des épreuves de force et créer des situations de crise sociale.

Ainsi, dans la grève des mineurs : ils ne sont pas allés au-delà de l'augmentation hiérarchisée des salaires, ils n'ont pas mis en cause le système du salaire lié au rendement, ils n'ont pas soulevé la question des conditions de travail et ont abandonné sur de vagues promesses la revendication essentielle de la réduction des heures de travail. De même, ils se sont refusés non seulement à lancer le mot d'ordre de grève générale, mais encore à unifier les mouvements dispersés du secteur nationalisé.

Mais pour la première fois depuis des années, il s'est produit une réaction ouvrière significative contre les procédés bureaucratiques des chefs des confédérations. Pour les mineurs - dont la pression exercée au cours de l'hiver avait été décisive pour le déclenchement du mouvement - cette grève n'était pas une démonstration de plus, c'était leur grève. Non seulement à cause des sacrifices consentis,

mais parce qu'elle leur avait rendu la conscience de leur force, de leur unité. La reprise ordonnée par les Fédérations syndicales a donné lieu à des incidents violents. En Lorraine, au cours de réunions houleuses, les dirigeants ont été conspués. Dans le Nord, un fort pourcentage de mineurs - 60 % à Hémin-Liétard et Lens - ont refusé de reprendre le travail, ont organisé eux-mêmes des piquets de grève, ont manifesté dans la rue. Que disaient les "récalcitrants" ? Essentiellement deux choses : 1) il était inutile de prolonger de 10 jours la grève alors que la perte de salaire de ces 10 jours représente une somme supérieure au pourcentage d'augmentation obtenu en plus ; 2) ce n'était pas aux Fédérations syndicales d'ordonner la reprise, c'était à nous mineurs de décider s'il fallait continuer ou non.

Quelle a été la réponse des chefs syndicaux ? Des astuces : "Vous ne comprenez pas les chiffres, les pourcentages c'est compliqué". Des calomnies : "Les provocateurs vous poussent, gare aux agents de l'UNR !". Des insultes : "Vous êtes des imbéciles et des ingrats" (Delfosse, CGT, à Lens). Du cynisme : "Ça se tassera, ils reprendront peu à peu d'ici lundi" (Sauty, CFTC).

Certes, les "récalcitrants" n'étaient qu'une minorité si l'on considère l'ensemble des bassins. Et les mineurs ont repris quand même, la révolte n'a duré qu'un ou deux jours. Pour le moment c'est terminé.

Mais dans les autres branches, où allons-nous ? Le IVe Plan, l'"expansion" c'est le bien-être, la paix sociale ?

En matière de salaires, la politique du patronat et de l'Etat n'a pas varié : le salaire réel ne peut augmenter que dans la mesure où la productivité elle-même augmente. Cela ne signifie d'ailleurs pas que cette augmentation du salaire réel sera automatiquement accordée : les conflits et les grèves prouvent bien qu'il faudra l'arracher par la lutte. Mais cela veut dire surtout que la contrepartie exigée sera toujours aussi lourde pour les travailleurs : rythmes de production harassants, travail monotone, fatigue nerveuse accrue, discipline sévère, transferts et déclassements de la main d'oeuvre de plus en plus fréquents.

Il n'y aura donc pas de paix sociale au cours de la période à venir : sur le plan des salaires comme sur le plan des conditions et de la durée du travail les conflits ne tendront pas à s'atténuer, tout au contraire.

Certes, il n'y aura pas non plus de rupture entre les travailleurs et le régime capitaliste : nous ne sommes pas à la veille d'une période révolutionnaire.

Mais nous n'avons pas à attendre une période révolutionnaire idéale pour agir dans la mesure de nos forces. La fin de la grève des mineurs a montré la capacité de manoeuvre des dirigeants syndicaux. Elle a montré aussi qu'une minorité de la classe ouvrière n'accepte pas de bon gré d'être traitée comme une infanterie par l'Etat Major syndical et estime que les décisions importantes devraient être prises par les travailleurs eux-mêmes.

Dès maintenant c'est à cette minorité que nous devons nous adresser en lui proposant de défendre, au cours des luttes, les objectifs suivants : déclenchement des grèves et reprise, même dans le cadre syndical, décidés par la base ; détermination par des assemblées de travailleurs des revendications à présenter ; comités de grève élus et révocables par les grévistes ; négociation directe entre les comités de

GRÈVES aux CHANTIERS NAVALS.

La grève des mineurs a inauguré une nouvelle série de luttes sociales caractéristiques de la Vème République; ce que l'on pourrait appeler les "grèves de reconversion". Les mineurs de charbon entrent eux-mêmes dans cette catégorie, bien qu'il ne s'agisse que d'une reconversion très partielle et à assez longue échéance (le charbon n'est pas fini, loin de là, ni comme source énergétique, ni surtout comme agent de réduction).(I)

La menace était nettement plus précise pour les mines de fer de Lorraine et mettait en péril une région où les possibilités de reconversion de la main-d'oeuvre sont faibles et surtout désavantageuses. Il ne fait pas de doute que le patronat de la sidérurgie, propriétaire privé de ces mines de fer, a pour politique, d'épuiser les filons de Lorraine en 20 ou 30 ans. C'est la liquidation pure et simple, à terme, de toute une branche d'activité.

Si la presse a parlé des mineurs de charbon et de fer, elle a presque entièrement passé sous silence les mouvements qui agitent depuis plus de 40 jours les 9 000 ouvriers et employés des chantiers navals de Penhoët, à St Nazaire. Pourtant leur cas est peut-être plus typique que celui des mineurs de fer. Il n'existe pas dans la région de Nantes-St-Nazaire d'industrie capable d'absorber la main d'oeuvre. D'autre part aucune industrie de reconversion ne peut-être rentable pour les patrons : absence d'infrastructure, manque de main d'oeuvre qualifiée, concurrence trop forte des industries européennes déjà équipées. Pourtant la crise de la construction navale est un phénomène mondial qu'il est exclu de voir résorbée avant longtemps. Les capacités de production sont telles que la flotte mondiale pourrait être renouvelée en 12 ans, alors que la vie "économique" d'un navire est de 20 à 25 ans.

Cela posé que s'est-il passé à Saint-Nazaire ?

L'accord d'entreprise qui existe aux chantiers de l'Atlantique depuis avril 56 et qui fut renouvelé régulièrement depuis, arrivait à expiration le 1er Mars. Les parties en présence n'ayant pu se mettre d'accord au cours des réunions de Février, des mouvements de formes diverses ont eu lieu dès le début Mars pour appuyer les revendications du personnel :

- 4 semaines de congés payés avec maintien intégral des jours supplémentaires,
- fermeture tous les samedis sans diminution de salaire,
- augmentation de salaire de 8%,
- 40 heures payées 48,
- retraite à 60 ans,
- respect du droit syndical.

21 débrayages eurent lieu entre le 1er Mars et le 11 Avril, tantôt partiels, tantôt intéressant toutes les entreprises de Saint-Nazaire, et souvent accompagnés de meetings et de défilés en ville.

Au début Avril l'attitude des travailleurs se durcit. A la suite d'un meeting des ouvriers ont envahi la Direction, brisant les vitres, dispersant les fiches mécanographiques et occupant pendant 1 H 20 le couloir conduisant au bureau du Directeur, couloir évacué à la demande des secrétaires des trois syndicats.

Dans les jours qui suivirent le désordre s'accrût : arrêt sporadiques de travail, grèves perlées sur le tas, "bruits variés, scandés et répétés".

" Pendant les 2 journées du 5 et 6 Avril il a été impossible de ne pas constater le progressif établissement d'une situation anarchique, aggravée en fin d'après-midi du 6 par " la défection de la maîtrise ". (extrait d'un compte-rendu de la Direction)

Au 11 Avril le mouvement revendicatif se poursuit sous des formes diverses. Après les débrayages, les délégués ont adopté une autre tactique de harcèlement consistant à demander audience à la Direction sans discontinuer et à tour de rôle.

Au moment où nous écrivons (19 avril) les débrayages continuent. La garantie de l'emploi est pour les militant ouvriers un objectif primordial qui bloque tout éventuel accord sur d'autres points des revendications.

(I) pour la fabrication du coke sidérurgique.

Les Travailleurs contre l'Automation.

(Extrait d'un article de NEWS and LETTERS Mars 63)

Alors qu'il y a déjà 5 millions de chômeurs (aux U.S.A.) on prévoit que les effets combinés de l'explosion démographique et du sous-emploi croissant dû à l'extension de l'automatisme dans l'industrie, rendront indispensable la création d'au moins 16,1 millions d'emplois nouveaux dans les cinq années à venir - et ceci seulement pour ne pas dépasser le chiffre actuel de 5 millions de chômeurs.

La menace de chômage pèsera de plus en plus sur les jeunes qui seront bientôt lancés sur le marché du travail. Le 4 février dernier 20 000 personnes sans emploi s'écrasaient aux portes des bureaux du personnel de l'administration civile à Detroit où 60 places étaient offertes. Les candidats allaient des jeunes diplômés, sortis de l'Université et qui n'ont pas trouvé d'emploi dans l'industrie automobile, aux ouvriers qualifiés licenciés à cause de l'automatisme.

Dans les six derniers mois une vague de grèves à envahi le pays. Dans toutes sans exception c'est l'automatisme qui en est la cause avec ses deux conséquences principales : chômage croissant et détérioration des conditions de travail.

A New-York et Cleveland les quotidiens ont été en grève près de 4 mois. Le problème central est la garantie de l'emploi, garantie mise en péril par l'installation, de façon courante et non plus seulement à titre expérimental, de l'automatisme.

Dans les récentes grèves des dockers (62 000) de la côte Est et qui a duré 33 jours, on retrouve les mêmes causes : automatisme dans les installations portuaires et réduction des équipes de chargement.

Dans l'Est du Kentucky les mineurs ont fait grève pendant 7 mois. Chômage, sous-alimentation, conditions de travail inhumaines sont les spectres qui hantent maintenant toutes les régions charbonnières. Depuis 1949-50 le nombre des mineurs de charbon est en constante régression. Les effectifs ont été réduits de 450 000 en 50 à 150 000 à peu près aujourd'hui.

Dans les transports urbains des grèves ont éclaté comme récemment à Philadelphie. Même chose dans les chemins de fer; de même encore dans l'automobile et l'acier.

Ces grèves ont toutes éclaté à cause des conditions de travail et du chômage provoqué par l'extension rapide de l'automatisme. Au cours des dernières négociations sur les contrats dans l'automobile les travailleurs ont contraint Reuther à négocier sur les conditions de travail et ils ont fait de nouveau grève après que les questions de salaires fussent réglées.

Dans la récente grève de l'acier la détermination des travailleurs dans leur résistance aux exigences de la compagnie pour le contrôle total sur les conditions de travail, les fit continuer la lutte pendant 118 jours. La grève s'acheva par leur victoire.

En face de ces luttes continuelles de la classe ouvrière pour se libérer du poids écrasant des relations de production capitalistes, Reuther, parlant le 4 février devant les industriels de l'automobile, a dit que "le partage des bénéfices a introduit une dimension nouvelle dans les négociations collectives".

Selon lui, le dernier contrat de partage des bénéfices négocié entre Mac Donald et Kaiser Steel doit montrer la voie pour les futurs contrats collectifs. On ne peut s'empêcher d'opposer à ces grandiloquentes et neuves idées sur le soi-disant partage des bénéfices, le désir brûlant chez le travailleur de trouver du travail et le désir tout aussi brûlant de ne plus subir la domination de l'automatisme.

Reuther ne fera pas pression pour obtenir une diminution de la semaine de travail, mais s'efforcera de trouver "une formule souple de travail" pour éviter le chômage.

La souplesse de Reuther a eu pour résultat qu'il y a maintenant 200 000 travailleurs de l'automobile en moins par rapport à 58. Des milliers de chômeurs se promènent dans les rues alors que ceux qui travaillent sont forcés de faire des heures supplémentaires parce que Reuther ne voit pas la nécessité de négocier dans le contrat UAW, sur une question aussi fondamentale que la journée de 8 heures.

Comme si une armée permanente de chômeurs, un nombre encore plus grand de chômeurs partiels, des impôts écrasants, de déplorables conditions de travail, n'étaient d'un poids suffisant pour le dos des travailleurs, les préoccupations du Congrès semblent être :

- comment enchaîner le travailleur de façon qu'il devienne incapable de tout mouvement autonome?

Un projet de loi propose de rendre illégal toute grève dans les transports; un autre donnerait le feu vert pour l'utilisation de la législation anti-trust contre le travail.

James Hoffa, président du syndicat des camionneurs, a raison lorsqu'il dit que la nouvelle législation détruirait complètement le mouvement ouvrier organisé. Il est attristant de voir qu'il est le seul dirigeant syndical à prendre parole avec force contre les deux projets.

On voit déjà nettement la lourde main de l'Administration prête à brandir la loi d'arbitrage obligatoire du Gouvernement. Le secrétaire au Travail Willard Witz, dans un discours à la Commission Nationale d'Arbitrage, déclara que la décision de l'Administration était prise et que à moins que les grèves s'arrangent tranquillement par des négociations collectives, le public (c'est à dire "l'intérêt public" : Kennedy) imposera la solution.

Tout cela ne fait qu'ajouter au seul fait essentiel : les préparatifs pour une future guerre (sur un budget total de 98,8 milliards, 60 % sont réservés à la défense nationale et aux projets spatiaux) signifient que l'on se prépare également à la main mise totale de l'Etat sur les travailleurs.

A la fin Janvier il n'y avait pas moins de 20 grandes grèves dans lesquelles les arbitres de l'Administration étaient impliqués et cela sans parler de centaines d'autres qui ont lieu dans tout le pays. Les travailleurs savent que le moyen d'arriver à une situation saine dans le monde c'est d'obtenir une situation saine dans la production.

La GRÈVE des MINEURS du KENTUCKY.

Cette grève a eu pour origine la décision de John L. Lewis de permettre que l'automation soit introduite dans les mines à titre de "progrès". En compensation on versa une prime de 40 cents par tonne de charbon extraite au Fonds Social de l'U.M.W. Ce progrès dans les mines s'est traduit par le fait que 150 000 mineurs produisent maintenant autant de charbon que 700 000 il y a 25 ans, et autant que 150 000 en 50. Le total des salaires versés est passé de 940 millions de \$ en 1923 à 700 millions de \$ en 1962.

On peut appeler cela un progrès. Progrès pour qui ? voilà la question. Certainement pas pour les mineurs. Pour chacun des 32 Comtés de l'Est du Kentucky entre 22% et 40 % des gens vivent seulement des surplus de l'Etat. Grâce à l'automation des centaines de galeries mécanisées ont été ouvertes au Kentucky ces quinze dernières années. Les salaires y sont très bas.

La grève est dirigée autant contre l'UMW que contre la direction des usines. Elle commença lorsque l'UMW retira aux mineurs leur carte de sécurité sociale (pour les soins médicaux gratuits). La grève s'étendit alors.

Pour les dirigeants syndicaux il s'agit des droits de contrat; pour les grévistes ce sont les droits humains qui sont en jeu. Si l'automation est un progrès alors cela doit être aussi un progrès pour le demi million de mineurs qui ne peuvent plus produire de charbon.

(Dans le prochain numéro nous donnerons plus de détails sur le déroulement de cette grève)

AUTOUR de la GRÈVE

des MINEURS.

La cité Benauges ressemble à toutes les cités HLM... l'ancienneté en plus. Ce fut en effet la première cité édiflée en Gironde et de ce fait elle a constitué longtemps pour les Bordelais l'attraction du Dimanche. D'autant qu'un bloc de 4 étages, par son attitude penchée, n'était pas s'en rappeler la Tour que vous savez.

Depuis le bloc a été redressé, la salle des Fêtes reconstruite et les arbres ont grandi. Sont restés les défauts inhérents à ce genre de parking humain: défense aux jeunes de s'exprimer (les pelouses c'est sacré, les salles de réunion aussi); absence de communication des adultes, rapports truqués, réduits aux affinités; déséquilibre sociologique : beaucoup d'enfants, pas de vieillards.

C'est dans ce contexte semblable à mille autres et dans ce décor qu'a été tenté l'opération :

"Solidarité aux mineurs en grève ".

Forme d'action insolite : "On ne sonne pas aux portes" - " On respecte la liberté de chacun" - " On n'agit pas au nom d'une organisation " On attend la démarche du voisin en assurant par bloc une permanence ".

Dix foyers sur vingt contactés acceptent d'assurer cette permanence. Les refus viennent pour la plupart des chrétiens (90 %), proportion étonnante, compte tenu l'effort du Clergé local pour "mâcher" la réflexion du troupeau.

Les dix foyers qui acceptent comprennent un peu de tout : athées, indifférents, chrétiens, communistes. Des tracts pensés en commun et mettant en cause "la politique de régression et de répression du Pouvoir " sont distribués par deux fois par les foyers ayant accepté cette responsabilité.

Résultat : 42 000 anciens francs ont été versés. Ils représentent la démarche de 40 personnes déléguées d'autant de foyers. D'autre part nous avons reçu plusieurs lettres de gens s'excusant de ne pouvoir verser, l'ayant déjà fait à leur lieu de travail.

Donc des préventions et des barrières sont tombées, des noms, des visages ont émergés de l'anonymat jalousement gardé jusqu'alors.

Bien sur il ne faut pas s'énerver. Les possibilités de récupération du Pouvoir sont infinies et l'écho qu'a soulevé cette grève a permis un geste qui n'aura peut-être pas de lendemain....

Cependant ce résultat, même modeste, témoigne que dans un lieu particulièrement propice au pourrissement bourgeois, la réflexion s'est élaborée en marge des pratiques organisationnelles.

A ce titre le test valait d'être tenté et relaté.

Quatre militants de Pouvoir Ouvrier sont allés diffuser à la porte de la cantine des cheminots de la gare de Lyon, un tract appelant à la généralisation de la grève, reproduit dans le dernier numéro de PO. Après 1 H. de diffusion sans incident, des responsables CGT nous interpellent violemment nous traitant de "diviseurs", nous "invitant" à décamper et essayant de s'emparer des tracts pour les déchirer. Un des responsables stalinien s'adresse aux cheminots regroupés autour de nous : " Camarades, des étrangers viennent diffuser un tract chez nous. Ce qu'ils disent sur le Gouvernement, sur les mineurs est juste. Mais la dernière phrase est inacceptable, c'est un appel à la grève générale, c'est l'insurrection qu'ils veulent, la guerre civile !

Les discussions violentes sont interrompues par l'arrivée d'un car de police. Si les plus virulents de nos adversaires étaient en chemise blanche et cravate, les cheminots en bleu de travail avait un comportement de spectateurs passifs.

La semaine suivante nous revenons diffuser notre journal en même temps que les militants de "Voix Ouvrière". Il n'y eut pas de bagarre malgré quelques conciliabules entre cégétistes, probablement parceque nous étions en nombre suffisant pour avoir le dessus, mais aussi parceque des cheminots nous soutenaient et achetaient notre journal.

en Angleterre

La LUTTE contre la BOMBE ATOMIQUE

Le mouvement pour le désarmement nucléaire a atteint aujourd'hui un point critique. Au bout de 6 ans d'existence, la marche annuelle de Aldermaston est devenue un pèlerinage sans signification, alors qu'elle était conçue originellement comme l'expression d'un refus radical de la bombe atomique, de toutes les bombes, qu'elles soient construites à l'Est ou à l'Ouest.

Le C.N.D. (Campagne pour le Désarmement Nucléaire : l'organisme le plus important dirigeant la lutte contre la bombe) s'est efforcé depuis plusieurs mois, de donner de lui-même une image "respectable". Cette tentative s'est reflétée dans sa dernière déclaration " Steps to Peace " (Pas vers la Paix) dans laquelle le C.N.D. a appuyé le désarmement international, abandonnant ainsi sa politique de désarmement immédiat et unilatéral, et a adopté une attitude ambiguë vis à vis du NATO. La même volonté de "respectabilité" s'est manifestée dans le désir de voir la marche d'Aldermaston se dérouler dans le calme et la dignité, plutôt que de "dégénérer" dans une manifestation extrémiste contre l'Etat et sa bombe.

La direction du C.N.D. a constamment essayé d'éteindre la double opposition de la base à la bombe américaine comme à la bombe russe, aussi bien que le désir de cette même base de défendre une politique de désarmement unilatéral, c'est à dire de désarmement effectué par chaque pays indépendamment de l'attitude des autres pays.

Cette image "respectable" que le C.N.D. a essayé de plaquer sur le mouvement contre la bombe, a été ébranlée par le tract des "Espions de la paix". Ce tract intitulé : " Danger, secret officiel " a révélé et approfondi les divisions latentes à l'intérieur du mouvement.

Les révélations contenues dans ce tract concernant une préparation secrète de la guerre atomique ont grandement impressionné les autorités.

La bureaucratie du C.N.D. a immédiatement nié tout lien avec les "Espions" et a activement déconseillé aux manifestants de s'approcher des lieux désignés par le tract

Mais d'autre part beaucoup de membres et de sympathisants du Comité des IOO, de même que des partisans du C.N.D. ont participé activement à la distribution du tract et à l'organisation de la démonstration au R.S.G : 6, Warren Road, l'un des Etats-Majors clandestins révélés par les "Espions pour la Paix ".

Grâce aux efforts de ces gens, plus de 1 000 personnes ont envahi l'Etat-Major souterrain et malgré de puissants renforts de police, 6 personnes ont pénétré à l'intérieur du local, afin de vérifier les révélations du tract.

Cette démonstration a mis en évidence les contradictions de la direction du C.N.D., qui, bien qu'opposée (comme le parti travailliste) à toute action sérieuse dirigée contre l'Etat, a été visiblement satisfaite par le nombre des participants à cette action et la publicité qui en a résulté.

Ce qu'il y a de significatif dans le tract des "Espions pour la Paix " est que ceux-ci y ont délibérément cherché à mettre le Pouvoir et l'Etat en mauvaise posture.

Les révélations concernant la guerre atomique simulée par le NATO sous le nom d'opération Fallex ont démontré que le Gouvernement était totalement incapable de protéger la population, bien que le bombardement atomique simulé ait été l'un des plus "légers" possibles. Ces révélations ont aussi montré qu'en fait le Gouvernement n'envisageait et ne préparait que sa propre protection. Il est clair que les dirigeants en cas de guerre atomique ne pourraient diriger qu'eux-mêmes et des millions de morts.

Le Comité des IOO n'était pas officiellement parmi les organisateurs de la marche, mais était d'accord pour participer au plan du CND : marche silencieuse, suivie de charades jouées par des artistes et illustrant les thèmes du mouvement, et se terminant par 7 minutes de silence. Il aurait été difficile de concevoir une terminaison plus démoralisante. Beaucoup de personnes insatisfaites y compris des membres du Comité des IOO, décidèrent de tenter de persuader les marcheurs d'occuper la chaussée toute entière, et d'organiser des manifestations devant les bâtiments gouvernementaux et la résidence du Premier Ministre.

Ils obtinrent un succès partiel bien que naturellement ils eurent à affronter l'opposition aussi bien de la police que des responsables du CND. S'il n'y avait pas eu ces 2 actions, la marche d'Aldermaston aurait eu cette année une importance et une signification bien plus petites que précédemment.

POUR QUOI NOUS LUTTONS

Le monde capitaliste se survit sans rien changer à la division de la société entre possédants qui dirigent et dépossédés qui exécutent. A l'Est comme à l'Ouest, les dirigeants de l'économie et de l'Etat s'emploient à transformer le travailleur en automate asservi aux machines, obéissant docilement aux slogans de la propagande officielle.

Depuis sa naissance, la classe ouvrière a lutté pour se libérer de l'exploitation et pour organiser la société sur une base collective.

La seule solution à la crise du monde moderne c'est l'organisation de la société par les travailleurs, le pouvoir des travailleurs exercé par des Conseils élus et révocables, par des organes permettant à toute la population travailleuse de gérer la vie sociale. La population travailleuse n'est rien d'autre que le producteur collectif de la société moderne. Elle est donc seule capable d'organiser la production et d'établir une planification répondant à ses propres besoins.

Ouvriers, employés, intellectuels, nous combattons pour le socialisme, pour le

Pouvoir ouvrier

Les organisations qui prétendent représenter la classe ouvrière ont abandonné ce combat depuis longtemps. Les centrales syndicales actuelles ne sont même plus capables de soutenir sérieusement les revendications ouvrières pour les salaires et les conditions de travail.

Contre les appareils bureaucratiques qui dirigent les syndicats actuels, nous ne préconisons pas de former de nouveaux syndicats, mais nous agissons pour que les travailleurs décident eux-mêmes de leurs propres revendications, organisent et contrôlent à la base leurs propres luttes.

Contre le nationalisme qui asservit les exploités aux exploités de chaque pays, nous proclamons la nécessité d'unir les prolétaires de tous les pays en un seul mouvement international.

Nous luttons pour construire une nouvelle organisation révolutionnaire, une avant-garde des travailleurs manuels et intellectuels dont le seul but sera d'aider l'ensemble de la classe ouvrière à réaliser son propre pouvoir :

Le pouvoir des conseils des travailleurs

Je soussigné.....

Profession

Domicile

souscris un abonnement (ordinaire, soutien) d'un

an à P.O.

Le.....

Abonnez-vous : 1 an (11 numéros) 2 NF. 50
ou 10 timbres à 0,25 NF.

Abonnement de soutien : 1 an..... 5 NF.
Faire les versements à :

SOCIALISME OU BARBARIE

22, Rue Léopold Bellan, Paris 2°

C. C. P. 11987-19 Paris

Gérant : P. ROUSSEAU.

Supplément à la revue « SOCIALISME OU BARBARIE ».